



Canada - Agents provocateurs de la police démasqués lors d'une manifestation anti-austérité à Montréal

Par [Carl Bronski](#)

Mondialisation.ca, 07 janvier 2016

[WSWS.org](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

De nouvelles révélations ont vu le jour concernant l'utilisation par la police de Montréal de provocateurs déguisés en manifestants «Black Bloc» lors de la manifestation du 18 décembre contre la violence policière et les politiques anti-austérité du gouvernement libéral du Québec.

Au début, la police a refusé d'admettre qu'elle avait infiltré la manifestation. Mais maintenant, elle défend fermement les actions d'un infiltrateur policier qui a sorti son pistolet et menacé les manifestants qui l'avaient «démasqué» en tant qu'agent provocateur de la police.

Le soir en question, environ 100 personnes, la plupart des étudiants, se sont rassemblées pour une manifestation. Alors que la marche progressait dans les rues du centre-ville de Montréal, des feux d'artifice ont été tirés vers les lignes de police depuis les rangs des manifestants. La police a répliqué en tirant des grenades lacrymogènes et aveuglantes-assourdissantes contre les manifestants.

Vers la fin de la confrontation, une étudiante universitaire Katie Nelson, qui a déclaré que la manifestation est «étrangement devenue violente immédiatement», a remarqué quatre hommes masqués et vêtus en noir qui semblaient être des membres de la formation anarchiste «Black Bloc». Lorsque l'un des hommes a enlevé son masque, Nelson l'a immédiatement identifié comme un policier en civil qui l'avait arrêtée lors d'une manifestation précédente. Ayant vu que Nelson l'avait reconnu, l'infiltrateur policier a rapidement remis son masque avant de murmurer quelque chose à l'un de ses comparses infiltrateurs.

Peu de temps après, une brève mêlée s'est ensuivie. Deux agents infiltrateurs ont arrêté un manifestant qui avait également remis en question leur identité, lui écrasant le visage au sol. Un membre de la presse qui s'est approché pour enregistrer l'incident a aussitôt été malmené. Alors qu'elle s'éloignait de la scène, Nelson a été violemment frappée par derrière par l'un des hommes qu'elle avait identifié comme un agent provocateur. Elle a été emmenée en ambulance pour être hospitalisée avec une grave blessure au cou et une possible commotion cérébrale.

Au milieu de tout cela, plusieurs manifestants ont convergé sur trois des policiers en civil pour exiger qu'ils s'identifient et disent pour qui ils travaillent. C'est alors que l'un des

agents a sorti et pointé une arme sur les manifestants. Interrogé quelques jours plus tard par la presse à propos de cet incident, le porte-parole de la police de Montréal Ian Lafrenière a défendu avec véhémence les actions de l'infiltrateur policier, affirmant qu'il avait craint pour sa vie. Selon Lafrenière, les policiers en civil ont crié : « »Police, reculez! « Ça n'a pas fonctionné, alors l'agent a sorti son arme à feu et, à ce moment-là, les gens sont partis.»

Le maire de Montréal, Denis Coderre et le ministre de la Sécurité publique du Québec Pierre Moreau ont refusé d'émettre tout commentaire sur les actions de la police lors de la manifestation du 18 décembre. Leur silence implique un soutien aux pratiques policières – des pratiques d'infiltration de manifestations, d'incitation à la violence et d'intimidation de manifestants avec une arme mortelle.

Cela n'est pas la première fois que la police utilise des provocateurs pour justifier l'adoption de mesures répressives visant à limiter, pour ne pas dire abolir pratiquement le droit démocratique de manifester pour s'opposer à la politique gouvernementale.

Dans des documents publiés en 2011 dans le cadre d'une entente de plaidoirie entre 17 activistes sociaux et les procureurs de la Couronne, il a été révélé que 12 agents de police avaient espionné ou infiltré des groupes de protestation qui avaient l'intention de participer à des manifestations à Toronto contre les dirigeants mondiaux lors du sommet du G-20 de juin 2010. Au moins deux de ces agents infiltrateurs ont joué un rôle central dans l'organisation des activités de protestation de divers collectifs anarchistes. Leurs actions comprenaient notamment d'aider à désigner des cibles à vandaliser dans le centre de Toronto.

Pour ne citer que quelques autres incidents de provocation policière, nommons l'affaire Germinal largement médiatisée et survenue au Sommet des Amériques qui a eu lieu à Québec en avril 2001. Quelques jours avant le sommet, la police a arrêté sept jeunes hommes en route vers Québec qui avaient en leur possession des bâtons, des bombes fumigènes, des grenades factices et des masques à gaz. Les médias ont alors claironné l'incident et applaudi les mesures de sécurité draconiennes entourant le sommet.

Rapidement cependant, l'affaire a été démasquée comme étant une provocation de l'État. Le réputé chef du groupe Germinal était un ex-membre des Forces armées canadiennes. Sur les 15 membres du groupe, deux autres au moins étaient des agents doubles de la GRC, et deux autres des militaires. C'est l'un des militaires qui a introduit les taupes de la GRC au sein du groupe Germinal. Les agents de la GRC ont exhorté le groupe à utiliser des cocktails Molotov à Québec, une idée rejetée par le groupe du fait de la possibilité de dommages ou de blessures. Les taupes ont également fourni une grande partie de l'équipement utilisé pour incriminer les membres du groupe Germinal.

Un modus operandi antidémocratique similaire a été démasqué à Montebello, au Québec en 2007, en partie grâce à une vidéo amateur diffusée sur Internet. Les documents vidéo montrent comment des policiers de la Sûreté du Québec (SQ) déguisés en manifestants anarchistes ont cherché à provoquer des batailles entre la police antiémeute et les manifestants qui protestaient contre une réunion au sommet des présidents américain et mexicain et du premier ministre canadien.

La vidéo montre trois hommes costauds, masqués et à l'allure agressive qui tentent de rejoindre un petit groupe de jeunes manifestants portant des drapeaux rouges et noirs. Une des brutes de la police porte une pancarte avec comme inscription « An end to war and

globalization» (Pour la fin de la guerre et de la mondialisation). Un autre a une pierre en main.

L'un des organisateurs de la manifestation confronte les trois voyous. Il demande à celui tenant la roche de la laisser tomber et demande à chacun d'eux de montrer leur visage. L'un des hommes masqués bouscule alors l'organisateur et lui fait un doigt d'honneur. C'est à ce moment qu'un groupe de manifestants pacifiques se met à scander «Policiers! Policiers!» On entend un jeune manifestant dire : «Ils veulent nous tromper. Ils veulent que nous soyons agressifs avec eux. [...] ce sont des agents provocateurs.»

Dans l'intervalle, les trois hommes masqués se rapprochent tranquillement de l'escouade antiémeute qui forme un cordon à quelques pas. L'un d'eux murmure quelque chose dans l'oreille d'un policier. Après une brève mise en scène de bagarre, le cordon de police s'ouvre, laissant les hommes traverser avant qu'ils ne soient délicatement menottés. Alors que les trois hommes quittent la scène à pied, on voit clairement que les faux manifestants portent les mêmes bottes que leurs escortes policières.

Conformément à la procédure habituelle des forces de sécurité, les hauts responsables de la SQ ont catégoriquement nié au début que les trois hommes en question étaient des policiers. Mais après que la vidéo ait été postée sur *YouTube*, la SQ a été forcée d'admettre que les hommes étaient bien des policiers de la SQ.

Cette provocation de la police le mois dernier à Montréal est survenue alors que des centaines de milliers de travailleurs au Québec adoptaient des mesures de grève contre le gouvernement libéral du premier ministre Phillippe Couillard. Quelques jours avant la manifestation, la grande majorité du demi-million de travailleurs du secteur public québécois a en effet mené une grève d'une journée à l'échelle de la province pour s'opposer aux demandes de concessions et aux réductions sauvages dans les dépenses sociales.

La même semaine, 8000 cols blancs de la Ville de Montréal, sans contrat de travail depuis 2012, ont organisé un débrayage d'une journée et 2000 cols bleus de Montréal ont défié une ordonnance de la Commission des relations du travail de la province leur interdisant d'assister à une réunion syndicale pendant les heures de travail.

Dans des conditions d'agitation sociale montante, les services de police se retrouvent de plus en plus en première ligne dans la poussée de l'État pour criminaliser toute forme d'opposition de classe. Ces récents incidents de provocation policière doivent être gravés dans la mémoire de tous les travailleurs: Quand l'État déploie son appareil répressif sous le prétexte de lutter contre «l'extrémisme», il envoie ses propres voyous et agents provoquer du désordre et inciter à la violence. Ses objectifs sont clairs : intimider les manifestants, décourager la population en général d'exercer son droit démocratique d'exprimer son opposition au programme réactionnaire de l'élite dirigeante et discréditer les opposants au gouvernement, en particulier les jeunes, en les présentant comme des vandales et des criminels.

Carl Bronski

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 5 janvier 2016

La source originale de cet article est wsws.org

Articles Par : **[Carl Bronski](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca